

USTOM – Union des Syndicats pour le Traitement des Ordures Ménagères du Castillonnais et du Réolais

3 Pièce de l'église – 33890 Pessac sur Dordogne

Tél : 05.57.84.00.20 // Fax : 05.56.61.07.00

Email : [contact@ustom33.org](mailto:contact@ustom33.org)

Site internet : <http://ustom33.org>



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS N° 2015-06-17  
COMITE SYNDICAL DU 3 JUIN 2015**

**DÉLIBERATION PORTANT INSTAURATION D'UNE GRATIFICATION DES  
STAGIAIRES DE L'ENSEIGNEMENT**

L'an deux mil quinze, le trois juin à 18 heures 00, le Comité Syndical de l'USTOM du Castillonnais et du Réolais dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire de ses séances, après convocation légale, à la Salle polyvalente de MASSUGAS, sous la présidence de M. Sylvain MARTY.

Date de la convocation : 28 Mai 2015

Membres en exercice : 119

Membres présents : 66

Pouvoirs : 1

Le quorum est atteint, ce comité syndical peut valablement délibérer.

\*\*\*\*\*

**Présents :**

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : VINCENTE Bernard, DUCASSE Jacky, MALIRAT Jean-Pierre, ROBERTS Amanda, REMAUT Alain, DESPUJOL Michel, GAY Gérard, GAURON Sarah, LALAGUE Joëlle, ARTERO Hervé, BOUILLAC Gilles, NICOLLE Daniel / Communauté de communes du Grand St Emilionnais : CONA Jean-Marie, CHADAPEAUD Guy, LAURET Bernard / Communauté de communes du Sauveterrois : BENEY Régis, FOUILHAC Christiane, MARNIESSE Denis, ROBERT Frédéric, BIDOUSSE Claudette, BESSETTE Jean-Marc, HATRON Valérie, YON François, LASSON Jérôme, GOMEZ Natacha, BOTTEGA Joseph, CHARENTON Michel, PEYRE François, SAUTS Laurent, AUBERT Daniel, DUBOS Jean-Claude, BLANCHEREAU Claude, LABORDE Thierry / Communauté de communes de Montaigne Montravel : TONNEAU Philippe, MARTY Sylvain, MEYROU Cédric, LEGOUTIERES Alain, REY Jean-Louis, POINTET Dominique, LAPERROUSAZ Patrick / Communauté de communes de Castillon Pujols : TRAVANUT Jean-Paul, DUCOUSSO Jean-Claude, BOURDIER Christian, PAULETTO Patrice, LAVIGNAC Marie-Claude, ZAMPARO Isabelle, DELGUEL Jean-Claude, DUDON Bernard, REBILLOUT Christian, MARTEL Christine, NEUVILLE Alain, VIANDON Frédéric, BEDAT Marie-Claire, DUMARTIN William / Communauté de communes du Pays Foven : BERNARD Alette, REBEYROLLE Jean-Jacques, LA SALMONIE Jacques, SERVANT Jacques, BLONDY Pascal, HOSPITAL Patrick, NAUDON Jean-Pierre, VACHER Jean-Claude, VALADE Jean-Luc, REGNER Jean / Communauté de communes du Brannais : DUVERGE Bernard, FALGUEYRET François

**Absents :**

Communauté de communes du Réolais en Sud Gironde : BARBE Isabelle, PASQUIS Sébastien, LABADIE Christophe, TRENTIN Jean-Claude, BEYRIE Yves, MARTY Bruno, COUSIN Philippe, DEHEAULME Isabelle, LAVERGNE Pascal, ESPAGNET Didier, ARMELLIN Robert, VILETTE Roger, MALANDIT Christian, CARNELOS Christophe, CASTAGNET Bernard / Communauté de communes du Grand St Emilionnais : FENELON Daniel, BIGOT Patrick, DUBOUDIN Dominique / Communauté de communes du Sauveterrois : MIGAUD François, LANGELO Christophe, MACIAS Chantal, ACENA Xavier, VIAUD Jean-Marie, DUPRAT Jean-Luc, BOUDIGUE René, REBILLOU Bernard, SALAGNAC Pascal, BONNAMY Nicole, BOUSCARY Emile, MALAISE Claude, BRIS Daniel / Communauté de communes de Castillon Pujols : DUVIGNEAU LOBRE Didier, GEROMIN Michel, DUBORIE Guy, ZECCHINI Alphonse, LEPETIT Nathalie, POIVERT Liliane, GAUTHIER Pierre, THIBEAU Daniel, MATHIEU Jean-Jacques, CESAR Gérard / Communauté de commune du Pays Foven : BELLECULEE David, DARRIEUTORT Serge, MEYNAUD Eric, LAVOIR Denis, BASSET Jean-Michel, BOURDIL Jean-Michel, CAMBECEDES Jacques, LACHAIZE Yolande, COQUET Didier, POUPIN Annie, CILIENTO François / Communauté de communes de Montaigne Montravel : GALLOT Christian



## DÉLIBÉRATION PORTANT INSTAURATION D'UNE GRATIFICATION DES STAGIAIRES DE L'ENSEIGNEMENT

Le Comité Syndical du Castillonnais et du réolais, sur rapport de Monsieur le Président,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU la loi n° 2006-757 du 29 juin 2006 portant sur l'égalité des chances et notamment ses articles 9 et 10 ;

VU le décret n° 2006-757 du 29 juin 2006 portant application de l'article 10 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 ;

VU le décret n° 2006-1093 du 29 août 2006 pris pour application de l'article 10 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances ;

Circulaires du 23 juillet et du 4 novembre 2009 relative aux modalités d'accueil des étudiants de l'enseignement supérieur en stage dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics ne présentant pas un caractère industriel et commercial ;

VU le Code du Travail ;

VU le Code de l'Education ;

M. le Président rappelle que des étudiants de l'enseignement supérieur peuvent être accueillis au sein de l'USTOM pour effectuer un stage dans le cadre de leur cursus de formation.

M. le Président précise que la période de stage peut faire l'objet du versement d'une contrepartie financière prenant la forme d'une gratification selon le montant attribué et que l'organe délibérant est compétent pour fixer le principe et les modalités de cette contrepartie financière.

M. le Président propose au Comité Syndical de fixer comme suit les conditions dans lesquelles une contrepartie financière est versée aux stagiaires de l'enseignement supérieur accueillis au sein des services de l'USTOM :

1-Ils bénéficient d'une contrepartie financière à l'occasion d'un stage d'une durée supérieure à 2 mois ; (circulaire du 4 novembre 2009).

2- Cette contrepartie financière prend la forme d'une gratification dont le montant forfaitaire, accordé en contrepartie de services effectivement rendus à la collectivité, est déterminé dans la limite de 13,75 % du plafond de la sécurité sociale de l'année au cours de laquelle le stagiaire est accueilli.

Après en avoir Délibéré,  
Le Comité Syndical, à l'unanimité,

- DECIDE d'instituer le principe du versement d'une gratification aux stagiaires de l'enseignement supérieur accueillis par l'USTOM selon les conditions prévues ci-dessus ;
- AUTORISE Le Président à signer les conventions à intervenir ;
- DECIDE d'inscrire les crédits prévus à cet effet au budget, au chapitre 012.

Le Président,

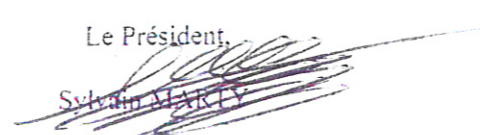
- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,
- informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Fait et délibéré les jours, mois et an que dessus,  
Au registre sont les signatures.

Certifiée exécutoire par réception  
Sous-Préfecture le :

Par publication ou notification le :

Le Président,

  
Sylvain MARTY